
De : ABECASSIS Adrien
Envoyé : samedi 27 juin 2015 19:20
À : Secrétariat - Président; JOUYET Jean-Pierre; JOUYET Jean-Pierre - Secrétariat; LATASTE Thierry; VALLAUD Boris; FELTESSE Vincent; RIVIERE Constance; GANTZER Gaspard; SIMA Isabelle; POIGNANT Bernard
Objet : Isère évolution opinion

Bonsoir,

Ci-joint une actualisation des réactions. Elle pourront être complétées par les questions ouvertes de mémorisation d'actu du SIG.

- la pression semble retomber rapidement aujourd'hui. Contrairement à janvier, il y a moins de stupéfaction, mais aussi moins d'attentes qui nous sont adressées. Comme si les Français semblaient avoir intégré que nous étions dans une lutte au long cours, et surtout qu'ils **n'attendaient plus grand chose de nous...**

"Ça fait trois ans qu'ils brassent du vent. Une réaction de leur part, on peut rêver !"

"Quand est ce qu'un attentat aura lieu à l'Elysée ou à l'Assemblée ?? Là ils réagiront..."

- depuis plusieurs semaines, on voyait à nouveau une mise à distance du monde politique (voyage PM, sentiments d'un PR en campagne, incompréhensions sur le 49-3, et en face polémiques politiciennes violentes, ...). Alors que, dans le même temps, le contexte devenait particulièrement lourd (migrants, chômage etc.), réapparaissent des propos sur le "dégoût" et "l'écœurement" d'une classe politique incapable de se concentrer sur les vrais problèmes.

Cela semble jouer dans la moindre attention qui nous est accordée :

"Bien sûr ne faisons rien, comme d'habitude... Il est tellement plus simple de profiter des privilèges de la République que de la défendre le moment venu..."

- Il semble se confirmer que les ressorts rhétoriques de janvier n'ont plus la même force. Ils sont, eux-aussi, de plus en plus décryptés comme de la "com" (réaction absente en janvier) :

"Je n'ai pas suivi, quelle est la déclaration du jour ? L'action, on n'en parle pas, il y a bien longtemps qu'il n'y en a plus..."

"Ils vont nous dire "c'est inacceptable"... "la France restera debout"... et patati et patata. Mais si nous en sommes là, c'est la faute à qui ? Il ne savent que s'indigner et s'insurger"

Les demandes de mots ou de paroles de réassurance symboliques sont relativement rares.

Beaucoup semblent provenir de Français de confession musulmane qui craignent d'être à nouveau pris pour cible.

"Surtout ne pas stigmatiser, et ne pas dire qu'il s'agit de musulmans. Gardons l'esprit du 11 janvier, tous ensemble, contre personne".

- A l'inverse, bcp de propos laissent entendre que la solution contre la menace ne sera que dans une reprise en main individuelle (i.e. contre le politique). C'est là aussi cohérent avec le sentiment croissant depuis plusieurs mois que l'on pourrait finalement "s'en sortir mieux seuls".

"La société française est "forte" depuis longtemps ; c'est le gouvernement qui n'est plus fort pour ne pas dire inefficace sur ses propres valeurs".

"Les Français n'ont manifestement pas les mêmes "valeurs" que les incompetents qui n'ont cessé de saper les fondements de notre société".

"On laisse monter la haine, et elle va finir par exploser. Ça va faire très mal quand la population française voudra mettre un terme à tout ça".

Signe du peu de regards tournés vers le pouvoir, le seul vrai héros de l'histoire est... le pompier :

"J'espère que le pompier qui l'a neutralisé sera décoré de la légion d'honneur, lui au moins l'a grandement mérité ! Elle devrait être réservée à des gens comme ça au lieu d'être distribuée pour petits services rendus. Il a risqué sa vie pour sauver celle des autres. Bravo et merci à lui !"

Conclusions à ce stade :

--> il semble y avoir beaucoup moins d'attentes de réassurances symboliques qu'en janvier dans la très grande majorité de la population, et plus du tout de délai de grâce.

Les Français semblent avoir intégré que nous étions dans une guerre longue contre le fanatisme. Ils attendent que le gouvernement leur montre qu'il a compris, qu'il a engagé le combat (qui comme en janvier va bien au-delà de la sécurité "régalienne" : éducation, citoyenneté, modes de vie, ... sécurité culturelle en plus de la sécurité physique) et qu'il ne se distrait pas de ces priorités.

"Ce sont eux qui suppriment nos valeurs et affaiblissent l'école, et ils veulent nous dire d'être forts face à tout ce terrorisme !! Qu'ils agissent et nous montrent ce dont ils sont capables ; mais hélas, ils ne feront rien, comme d'habitude !"

Nous redonner du champ (refaire le récit d'une lutte longue), et montrer plus fortement notre action sur tous les aspects de cette bataille (y compris le bilan de ce qui a été fait depuis janvier) semblent être deux axes nécessaires.

A noter que ceux qui ont entendu les réactions des autorités tunisiennes (fermetures de mosquées connues pour leur tolérance au jihadisme) la prennent pour exemple. Si des actions sont possibles sur ce terrain, elles seraient certainement entendues.

"Le gouvernement français attend quoi pour agir, contre les groupes salafistes et islamistes radicaux. Des bombes en veilleuses prêtent à exploser. En plus on les connaît ! Rien qu'à Lyon, une vingtaine de mosquées concernées".

--> les réactions, qui se sont durcies par rapport à janvier, semblent par ailleurs rendre plus importants encore des gestes pour retracer nous-même les limites de la République - sauf à laisser l'opinion déterminer qui doit être dedans ou dehors - et en particulier réaffirmer très fermement l'appartenance pleine et entière de l'Islam tel qu'il est pratiqué par des millions de Français à la République. Le doute est grand, il faudra sans doute taper fort pour écraser le débat (et obliger la droite à nous soutenir, en la privant de jouer de l'ambiguïté Islam de France - islamisme).

De même, ce qui se passe dans les écoles lundi sera certainement à surveiller ; ainsi que si des médias se mettent à relater des réactions de soutien dans les quartiers (le potentiel d'audience de ces informations sera grand)./.